



Impôts : tout le monde va payer

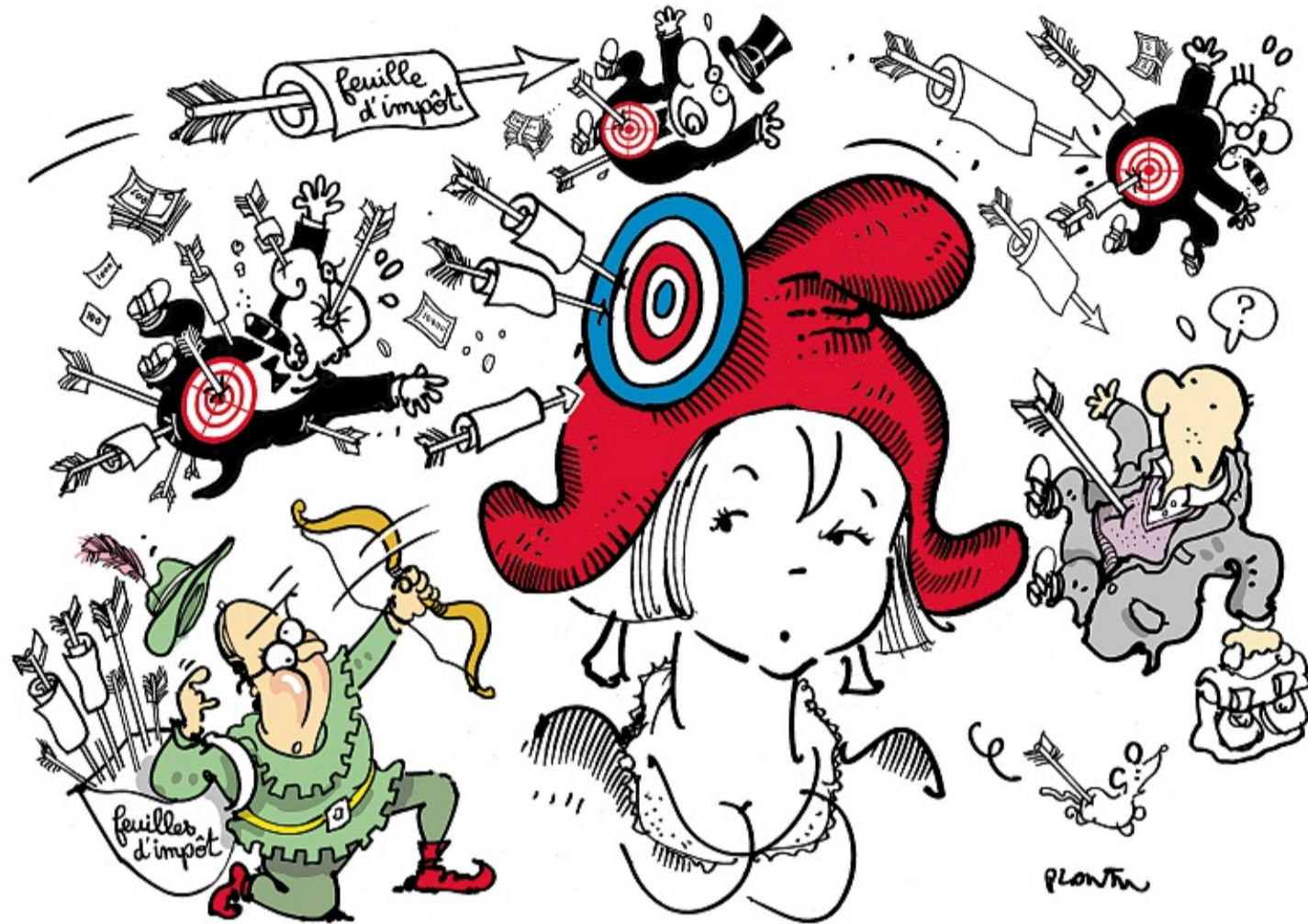
Les classes moyennes seront aussi touchées par les mesures fiscales prévues pour 2013

La preuve par les chiffres : en fonction de vos revenus, les hausses attendues

L'impôt sur le revenu qui a rapporté 51,5 milliards d'euros en 2011 à l'Etat, devrait se monter cette année à 59 milliards et, en 2013, à 72,6 milliards d'euros. En deux ans, entre les dernières mesures fiscales de Nicolas Sarkozy et le premier budget de François Hollande, c'est une hausse de 41% qui touche les ménages.

Qui va payer la note ? Jean-Marc Ayrault assure que neuf foyers sur dix ne seront pas, cette fois, touchés par les hausses. De fait, l'objectif du « rétablissement de la progressivité de l'impôt » est respecté puisque la plus grande part de l'effort demandé touche les hauts revenus. Mais les classes moyennes ne sont pas épargnées pour autant. Loin s'en faut.

D'après les calculs opérés par *Le Monde*, avec le concours du cabinet Fidroit, l'impôt sur le revenu devrait augmenter de 3% à 7% pour une bonne part des foyers fiscaux l'année prochaine. La première raison vient du gel du barème



de l'impôt, alors que, même en cette période de crise, il n'y a pas de gel des salaires. Ensuite, le plafonnement des niches fiscales a un impact à la hauteur de la puissance

de ce mécanisme de réduction de l'impôt. Nous publions un tableau complet des effets du budget 2013 en fonction des revenus et du nombre de parts.

De plus, avec le projet de loi de financement de la Sécurité sociale présenté lundi 1^{er} octobre, un autre paquet de mesures affectera le pouvoir d'achat des ménages,

allant de la hausse des taxes sur la bière à celle des cotisations sociales des indépendants. ■

Lire L'Œil du Monde p. 18 à 20 et nos informations p. 10

Eco & entreprise

► **Contrefaçon** : la Chine, qui veut peser sur le marché des nouvelles technologies, se lance dans la guerre au faux

► **Entretien** : Xavier Huillard, PDG de Vinci, plaide pour le CAC 40,

► **Robotique** : les PME françaises cibles des groupes japonais

Supplément



En Géorgie, le milliardaire qui défie M. Saakachvili

ÉLECTIONS Le pays élit ses députés lundi 1^{er} octobre, alors qu'un scandale de torture en prison pourrait influencer l'issue du scrutin. La coalition menée par le milliardaire Bidzina Ivanichvili défie le président Saakachvili. Portrait de l'opposant fortuné, novice en politique. P. 22

Eric Woerth : « Je n'ai pas perçu d'argent »

JUSTICE Interrogé par le juge Gentil, l'ex-ministre nie tout financement politique illégal dans l'affaire Bettencourt. P. 11

A Saint-Denis, les malfrats de l'immobilier

LOGEMENT Quand des propriétaires sans scrupule laissent volontairement un immeuble se dégrader. P. 12

Traité budgétaire européen, trop tard pour dire « non »

Sur l'Europe, les Français sont trop souvent en retard, sinon d'une guerre, en tout cas d'un débat. La manifestation du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon a eu lieu alors que les jeux sont faits. Elle était un baroud d'honneur, avant l'adoption du traité budgétaire européen qui sera voté par le Parlement français. Avec les voix de la droite, si nécessaire.

Les « nonistes » dénoncent un « traité Sarkozy », négocié lorsque la droite était aux affaires, et une rigueur excessive alors que les plans sociaux se multiplient. Le grief est vrai et faux à la fois. Vrai, car pas un iota de l'accord scellé cet hiver à Bruxelles n'a été

changé. Faux, parce que le sauvetage de l'euro est en bonne voie. François Hollande s'en attribue les mérites, mais cette lueur est due largement à deux Italiens et un Allemand : le président du conseil italien, Mario Monti, qui a exigé un sauvetage des banques ;

Editorial

Mario Draghi, qui a promis que la BCE ferait tout pour sauver l'euro ; enfin, le président de la Cour constitutionnelle allemande, Andreas Vosskuhle, qui a donné son feu vert au mécanisme européen de stabilité. La stratégie de sortie de crise est un paquet

global. Le Parlement français doit faire sa part. Même s'il ne se prononce juridiquement que sur la partie budgétaire, politiquement, c'est le sauvetage de l'euro qu'il valide.

Second grief des « nonistes » : la rigueur. La France s'administre un remède de cheval. La faute en revient à l'héritage de Nicolas Sarkozy et de François Fillon, mais s'explique aussi par les choix de François Hollande. Le président a décidé d'honorer ses promesses de campagne et de ne pas faire simultanément, à la différence de ses voisins latins, de réformes de compétitivité. Résultat, dans un jeu de rôle négatif, la France et ses partenaires n'ont plus pour juge

de paix que le respect du retour des déficits sous la barre des 3% du PIB en 2013. L'assouplissement ne pourra venir que si la France met en œuvre les réformes promises pour la fin de l'année, notamment celle du marché du travail.

Instruit par le référendum de 2005, François Hollande reste pour l'instant discret sur son véritable projet européen. C'est tactiquement habile, mais pédagogiquement dommageable. A trop vouloir ruser avec l'opinion, les gouvernements finissent par se heurter au « non » des peuples lorsque ceux-ci sont consultés.

Or il va falloir rouvrir le débat. La querelle sur le pacte budgétaire empêche toute discussion sérieuse

avec les Allemands, qui ont proposé cet été d'aller plus loin dans l'intégration européenne. Ils l'avaient déjà fait en 1994 et en 2000. Et, de nouveau, les Français sont absents. L'appel à un renforcement de l'union politique reste sans réponse. Au lieu de prétendre que les offres de Berlin sont factices, mieux vaudrait prendre les Allemands au mot. La France et l'Europe ne peuvent pas jouer la montre. ■

Lire pages 8 et 9, et page 23 l'entretien exclusif avec Andreas Vosskuhle, président de la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe

40 ans de Plantu dans les pages du « Monde »

Pour fêter les quatre décennies du premier trait de Plantu dans les colonnes de votre journal, cette édition est entièrement illustrée par ses dessins. Une façon de rappeler que le chroniqueur de « une » à son mot à dire sur tous les sujets ! ■ Voir pages... 1 à 31

EADS-BAE, Lagardère joue les trouble-fête

Le projet entre dans une phase cruciale

Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, le *Financial Times* et la *Süddeutsche Zeitung*, Tom Enders, président exécutif d'EADS, et Ian King, son homologue à la tête de BAE, défendent leur projet de fusion. Ils font valoir que, face à des marchés mondialisés, « la taille et la stabilité de [leurs] activités [leur] permettraient d'investir davantage dans la recherche et développement ».

Le Groupe Lagardère, actionnaire du groupe aéronautique européen, a estimé, lundi 1^{er} octobre, que le projet de fusion avec le britannique BAE Systems n'était pas créateur de valeur. Lagardère juge « insatisfaisantes » les conditions

de rapprochement des deux groupes et demande qu'il soit réexaminé « en prenant mieux en compte l'ensemble des intérêts de l'actionariat français de contrôle d'EADS ».

Le projet de création d'un nouveau géant de l'aéronautique et de la défense est entré dans une phase politique cruciale, l'Allemagne affirmant sa volonté de disposer d'une position équivalente à celle de la France en cas de fusion entre les deux entreprises. La France et l'Allemagne, qui avaient supervisé la naissance d'EADS il y a douze ans, ont un rôle-clé à jouer. Mais chacun entend bien défendre ses intérêts. ■ Lire page 16

Le livre sur le quinquennat de Nicolas Sarkozy

www.plon.fr

UK price £ 1,70
M 00147 - 1002 - F - 1,60 €